

La Théorie critique aujourd'hui

Emmanuel Renault, Yves Sintomer

Créé officiellement le 3 février 1923 à Francfort, l'Institut de Recherche Sociale (*Institut für Sozialforschung*) eut tout d'abord pour objectif d'accueillir les travaux théoriques d'inspiration marxiste auxquels l'université allemande fermait ses portes. Ce n'est qu'avec l'accession de Horkheimer à sa tête, en 1930, que l'Institut se consacra à un programme de recherche original, caractérisé d'une part par une volonté de redéploiement philosophique du marxisme, d'autre part par la mise en place de projets interdisciplinaires dans lesquels la critique de l'économie politique n'occupait plus la place centrale. C'est cette problématique initiale et ses reformulations postérieures que l'on nomme aujourd'hui « Théorie critique », alors que les chercheurs qui furent membres de l'Institut (Horkheimer, Fromm, Marcuse, Adorno, Habermas, Honneth...), collaborateurs proches (Kracauer, Benjamin, Wellmer...) ou inspirés par ses travaux sont regroupés sous l'appellation d'Ecole de Francfort. La pertinence de cette appellation a souvent été contestée¹. Les options des fondateurs (Horkheimer, Marcuse, Adorno et Benjamin) ne furent jamais identiques et elles subirent des évolutions notables et divergentes. Est-il possible de considérer la génération qui leur succéda (Habermas, Wellmer) comme un prolongement de la première Théorie critique et, si tel est le cas, faut-il la considérer comme un nouveau développement de la même Ecole ou comme la constitution d'une seconde Ecole ? Faut-il parler d'une troisième génération (Honneth, Fraser, Benhabib) ? Plus généralement, existe-t-il une ou plusieurs Ecole(s) de Francfort ? Dans la première hypothèse, son unité doit-elle être conçue comme un projet clairement défini ou comme un processus graduel de transformation ? Dans la seconde hypothèse, quelle est la nature de la problématique commune et des paradigmes distinctifs ?

Sans vouloir contourner ces problèmes, on peut émettre l'hypothèse que la Théorie critique telle qu'elle est formulée par Horkheimer définit tout à la fois un programme

¹ Sur ces questions et sur le développement de l'Ecole de Francfort, voir M. Jay [1977], P.-L. Assoun [1987], R. Wiggershaus [1993] et C. Bouchindhomme [1996].

de recherche et une attitude théorique fondamentale². *Théorie traditionnelle et théorie critique* énonce la substance de cette dernière : « Cette attitude que nous appellerons critique est caractérisée [...] par une méfiance totale à l'égard des normes de conduite que la vie sociale, telle qu'elle est organisée, fournit à l'individu. » Le refus d'un repli de la pensée sur une métaphysique spéculative se couple avec le rejet d'une orientation positiviste prétendant analyser le social sans prendre parti. Ce double positionnement est cohérent avec une vision de l'activité intellectuelle qui insère celle-ci dans le développement historique plutôt que de la placer dans une position surplombante. De façon spécifique, la profession du théoricien critique renvoie alors à un « combat » plus large « dont sa pensée est l'un des facteurs », et non à « la pensée en tant qu'activité indépendante qui pourrait être isolée de ce combat » [Horkheimer, 1974, p. 38, 49].

A cette revendication de désenclavement de la pensée par rapport aux luttes sociales répond un programme de recherche qui vise à dévoiler les maux et les contradictions du présent en étudiant celui-ci dans toutes ses dimensions. La perspective est clairement affirmée dès le discours inaugural de Horkheimer de 1931 : cette tâche ne saurait être l'apanage d'une seule discipline, et la philosophie doit abandonner ses prétentions de fondation *a priori* pour parvenir à constituer le ressort central de recherches interdisciplinaires [« La situation actuelle de la philosophie sociale et les tâches d'un institut de recherches sociales », in Horkheimer, 1978, p. 67-80]. Il s'agit de refuser une division du travail réservant à la philosophie l'établissement des concepts qui analyseraient la totalité sociale et seraient inattaquables par les sciences expérimentales, tandis que la recherche empirique se concentrerait sur les recherches partielles et se contenterait (dans le meilleur des cas) d'appliquer les concepts élaborés par la philosophie. Le chaos de l'hyper-spécialisation ou de l'empirisme plat ne saurait être surmonté que « dans la mesure où la philosophie, en tant qu'intention théorique orientée vers l'universel, vers l'"essentiel", est capable de donner des impulsions vivantes aux recherches particulières et où elle est aussi assez ouverte au monde pour se laisser influencer et transformer par le développement des études concrètes. » Il

² Voir aussi Marcuse [1970].

s'agit donc d'organiser, sur la base des questionnements de la « philosophie sociale », « des investigations auxquelles se joignent des philosophes, des sociologues, des économistes, des historiens, des psychologues dans une durable communauté de travail, afin [...] de poursuivre au moyen des méthodes scientifiques les plus fines les grandes questions philosophiques qui sont les leurs, de préciser et de transformer les questions en fonction de l'objet tout au cours du travail, de trouver de nouvelles méthodes sans pour autant perdre de vue l'Universel. » [Horkheimer, 1978, p. 74-75]

C'est cette attitude critique orientant un programme de recherche interdisciplinaire qui constitue le socle commun sur lequel ont travaillé les différents théoriciens de l'Ecole de Francfort. Sans doute, l'ambition initiale n'a pas forcément été réalisée, le programme annoncé n'a pas été mené jusqu'au bout, il a évolué, les orientations pratiques des chercheurs ont largement divergé ; mais sur ce socle initial, une tradition de pensée et de travail s'est mise en place, avec ses querelles et ses ruptures, ses orthodoxies et ses dissidences, qui a constitué une constellation originale. C'est en ce sens mi-historique, mi-programmatique que le présent recueil pose la question : où va la théorie critique aujourd'hui ?

Il est indéniable que la pensée critique du XX^e est irréductible à la seule Ecole de Francfort et il n'entre pas dans notre intention de soutenir que toute pensée critique devrait s'inspirer de cette tradition. Mais il n'est pas pour autant inutile de s'interroger sur son actualité. Jusqu'à quel point l'attitude théorique et le programme de recherche initiaux définissent-ils un questionnement avec lequel il est aujourd'hui encore nécessaire de se confronter ? Dans quelle mesure les travaux qui ont été menés en son nom, depuis les années trente jusqu'à aujourd'hui, ont-ils défini de puissantes lignes de force qui continuent de stimuler la recherche, dans leurs acquis comme dans leurs apories – et ce dans des disciplines variées, même si l'impact de la théorie critique a d'abord été philosophique et si son écho s'est fait ressentir de façon différenciée dans d'autres disciplines ? Quelles sont les réorientations actuelles de la constellation que représente la Théorie critique ? Parviennent-elles à répondre aux questions posées aussi bien par la situation historique actuelle (crise environnementale, multiculturalisme et fragilisation des cultures, modifications des pratiques artistiques et de la place de l'art) que par d'autres traditions théoriques (philosophie analytique,

post-structuralisme et post-marxisme français, sociologies pragmatique ou critique, histoire sociale...) ?

Ce volume est centré principalement sur les programmes de recherche en partie complémentaires et en partie concurrents qui furent poursuivis ces dernières années par Jürgen Habermas et par Axel Honneth. Il aborde aussi, de façon moins centrale, les contributions de théoriciennes nord-américaines comme Seyla Benhabib et Nancy Fraser. Il entend rendre compte du fait qu'en France également, les dernières années ont vu se développer des recherches qui puisent leur inspiration dans la Théorie critique et qui contribuent au développement de nouveaux débats. La première réception véritable de l'École de Francfort dans notre pays fut tardive. Elle date des années soixante-dix, où quelques ouvrages furent enfin traduits et où des pionniers comme Miguel Abensour, Gérard Raulet ou Jean-Marie Vincent entreprirent de diffuser cette attitude théorique et ce programme de recherche dans un contexte qui leur était largement hermétique. Dans les années quatre-vingt, malgré le discrédit qui frappa les théories liées de près ou de loin au marxisme, cette réception s'approfondit grâce au travail considérable que réalisèrent Christian Bouchindhomme et le regretté Rainer Rochlitz, qui se consacrèrent en particulier à traduire et à diffuser l'œuvre de Jürgen Habermas (en donnant à celui-ci le privilège, rare pour un philosophe contemporain, d'être à peu près complètement traduit en français de son vivant). Enfin, depuis quelques années, une nouvelle génération s'est jointe aux premières. Bénéficiant du travail préalable de celles qui l'ont précédée, cette nouvelle vague est sans doute moins marquée par la volonté de défendre une ligne que par celle de confronter les travaux des différentes figures de la Théorie critique (et notamment ceux d'Axel Honneth, dont la réception véritable ne fait que commencer) avec d'autres problématiques critiques. Ces nouvelles orientations, que nous avons privilégiées dans ce volume, bénéficient d'un contexte plus favorable. D'une part, le panorama intellectuel hexagonal a évolué et la légitimité d'une pensée critique s'est significativement accrue après 1995. Parallèlement, le renouveau d'une sociologie orientée vers la critique au cours des années quatre-vingt-dix [Bourdieu, 1993 ; Castel, 1995 ; Dejours, 1998 ; Boltanski et Chiapello, 1999] a conduit les sciences sociales à discuter de leur dimension politique. Elle les a aussi poussé à s'engager dans une

autoréflexion méthodologique et théorique renouant un dialogue avec la philosophie, alors que les philosophes étaient incités à ne plus se contenter de la seule réflexion sur les normes morales et politiques, ou de la seule méditation déconstructionniste sur les apories du projet démocratique. De plusieurs côtés, le malaise devant un cloisonnement disciplinaire rigide et sclérosant contribue à éveiller l'intérêt pour les programmes interdisciplinaires.

On trouvera donc dans ce volume un état - non exhaustif - des débats qui traversent la Théorie critique dans les espaces linguistiques germanophone, anglophone et francophone. Dans les lignes qui vont suivre, nous voudrions brosser un tableau rapide de cette tradition de pensée. Conformément à notre intention - rendre compte de l'actualité d'un projet tout en mettant en perspective les débats ouverts par les œuvres de Habermas et de Honneth-, nous nous contenterons ici de présenter sommairement la Théorie critique, telle qu'elle fut définie dans les années trente, puis la manière dont les « francfortois » furent conduits à la développer, à l'infléchir ou à la critiquer.

Le programme initial

Dans les années trente, c'est dans le cadre d'un programme de recherche défini par Horkheimer que se développèrent les travaux de l'École de Francfort. Dans sa formulation initiale, il s'agissait d'un double projet, dont les aspects se développèrent relativement indépendamment au cours des années postérieures. L'idée était tout à la fois d'élaborer une philosophie sociale censée constituer le cœur des projets de recherche interdisciplinaire, et de développer de telles recherches pour enrichir la philosophie sociale et faire évoluer ses problématiques.

Au départ, les deux projets devaient être articulés rigoureusement, mais les difficultés rencontrées sur le plan théorique et les bouleversements historiques auxquels les chercheurs de l'Institut furent confrontés infléchirent le cours des choses dans un sens non prévu. Le contexte historique dans lequel débutèrent les premières recherches était extrêmement difficile. Comment réussir un programme aussi ambitieux que celui de l'École de Francfort alors que, selon les mots de Victor Serge, il était « minuit dans le siècle », tout particulièrement en Allemagne ? Les années de

naissance de l'Institut étaient perçues comme marquant un processus régressif fondamental dans une dynamique historique jusque-là globalement progressiste. L'échec de la révolution socialiste en Europe occidentale, son involution totalitaire en URSS, l'avènement du national-socialisme et des régimes fascistes dans plusieurs pays européens, la fossilisation du marxisme chez des « théoriciens » aux ordres d'organisations politiques de plus en plus autoritaires conditionnèrent le positionnement des membres de l'Institut de Recherche Sociale et firent en même temps l'objet de ses recherches.

Derrière l'idée de « philosophie sociale » se profilait la volonté de réélaborer les principes du matérialisme historique en s'inspirant de la philosophie classique allemande et tout particulièrement de Hegel. Cette intention fondamentale porte la trace des interprétations de Marx proposées peu de temps auparavant par Korsch et Lukacs afin de substituer au marxisme mécaniste de la seconde internationale un marxisme vivifié par la dialectique hégélienne – et, de façon plus discrète, par la sociologie wébérienne [Korsch, 1964 ; Lukacs, 1960 ; Vincent, 1976]. A l'origine, le terme de « Théorie critique » est surtout un euphémisme commandé par la prudence de chercheurs radicaux pour l'époque. D'après Horkheimer, qui conçoit son essai de 1937 comme un texte de jubilé du *Capital* [Wiggershaus, 1993, p. 177]³, la Théorie critique se distingue de la théorie traditionnelle en ce qu'elle cesse de se concevoir comme un système théorique autonome et qu'elle prend conscience de son imbrication avec la vie sociale dont elle émerge. Elle abandonne donc l'espoir, caractéristique des Lumières, d'un progrès de la raison qui se répercuterait naturellement dans l'histoire et se conçoit au contraire comme un instrument devant contribuer activement à cette rationalisation. Selon Horkheimer, deux consignes méthodologiques fondamentales en découlent, qui définissent les deux sens de la notion de critique. Tout d'abord, l'activité théorique doit être indissociablement affirmative et négatrice, appliquée et totale : « Chaque partie de la théorie présuppose la critique de l'ordre établi et la lutte contre lui, dans la direction définie par la théorie elle-même » [« Théorie traditionnelle et théorie critique », in Horkheimer, 1974, p. 49 sq.]. La théorie s'attachera systématiquement

³ Nous suivons ici la présentation de Horkheimer, pour une comparaison avec celle de Marcuse, voir G. Raulet [1992, p. 108sq].

aux défauts de la vie sociale en les considérant non comme des problèmes isolés, mais comme les effets d'une structure sociale globale. Elle se comprendra également comme « l'aspect intellectuel du processus d'émancipation. », ou comme un « combat pour l'avenir », en partant du principe que « l'avenir que l'on veut construire est déjà vivant dans le présent ». Il en résulte qu'elle tentera d'exprimer le point de vue de ceux qui ont intérêt à l'émancipation et auxquels la théorie est destinée : les prolétaires. Par ce dernier point, la Théorie critique se présente comme une réinterprétation rationaliste de la thèse marxienne de la vocation historique et universelle du prolétariat : « Les vues que [la Théorie critique] tire de l'analyse historique et propose comme objectifs de l'activité humaine, à commencer par l'idée d'une organisation sociale conforme à la raison et aux intérêts de la collectivité, sont impliquées naturellement dans le travail humain, sans être présentes sous une forme claire dans la conscience individuelle et collective. On ne peut les dégager que par l'expérience, et poussé par un intérêt déterminé. Selon la théorie de Marx et de Engels, cet intérêt ne peut naître que dans le prolétariat. » [Horkheimer, 1974, p. 45]

Comment cette philosophie de l'histoire pouvait-elle être défendue face aux événements historiques qui semblaient infirmer le postulat d'une marche révolutionnaire vers l'émancipation ? Malgré les difficultés provoquées par l'exil et par les obstacles auxquels fut confrontée la réorganisation des travaux de l'Institut aux Etats-Unis, une première série d'études interdisciplinaires fut lancée. Le but était d'expliquer pourquoi le prolétariat, loin de réaliser sa mission historique, se trouvait toujours plus intégré à l'ordre capitaliste. L'originalité de la Théorie critique fut d'avancer qu'un tel phénomène historique, dont l'accession du national-socialisme au pouvoir était l'illustration la plus tragique, ne pouvait pas s'expliquer seulement par l'économie politique ou la théorie de l'idéologie mais renvoyait également à des ressorts psycho-sociaux et culturels spécifiques.

La théorie sociale francfortoise se distinguait ainsi d'autres tentatives « totalisantes » qui avaient émergé à la fin du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e. La plupart des philosophes campaient en effet sur une conception qui revendiquait l'élaboration des concepts fondamentaux, inaccessibles aux sciences empiriques. A l'inverse, les programmes les plus marquants de la sociologie naissante,

et en particulier ceux de Weber et de Durkheim, récusaient la place centrale assignée par Horkheimer à la philosophie sociale et entendaient construire une théorie sociale unifiée à partir des recherches « empiriques ». Toutes proportions gardées et en s'appuyant sur d'autres disciplines, il en allait de même pour les tentatives partant de la psychanalyse (Freud) ou de l'histoire (Ecole des *Annales*). En outre, aucun de ces programmes théoriques ne se concevait véritablement comme partie prenante d'un mouvement historique d'émancipation. Le positionnement théorico-politique initial des francfortois est fondamental pour comprendre les évolutions ultérieures de la Théorie critique et l'influence très contrastée qu'elle a eu sur les diverses disciplines : importante en philosophie, réelle mais plus limitée en psychologie sociale ou en sociologie, faible ou inexistante en histoire, en anthropologie ou en économie.

En s'engageant dans l'élaboration d'une psychologie sociale de la domination, l'Ecole de Francfort proposa une synthèse originale de Marx et de Freud. L'initiative en revint à Fromm dans les années trente [Fromm, 1973] et fut développée ultérieurement sur de nouvelles bases par Marcuse [1955]. Le premier projet interdisciplinaire mené à bien fut publié dans les *Etudes sur l'autorité et la famille* en 1936 [Collectif, 1936]. Le volume, de près de mille pages, résultait de cinq années de travail des membres de l'Institut et comportait une partie composée d'essais théoriques, une autre d'études empiriques et une troisième composée d'études annexes. Les essais théoriques, rédigés par Horkheimer, Fromm et Marcuse, portaient respectivement sur la situation de la famille dans la société et la culture moderne, sur les facteurs familiaux favorisant la constitution d'une personnalité soumise à l'autorité et sur l'histoire des théories de l'autorité. Les études empiriques portaient sur les types psychologiques des ouvriers et des employés du bureau⁴ (fondées sur trois mille questionnaires dont 586 furent utilisés), sur l'attitude des médecins allemands envers la sexualité et sur les structures d'autorité chez les jeunes. La troisième partie contenait quant à elle des essais consacrés aux conséquences des facteurs économiques sur la famille ou à la formalisation juridique des relations familiales.

⁴ L'analyse de l'intégration des employés à l'ordre social avait déjà été entreprise par S. Kracauer [2000].

Si les *Etudes sur l'autorité et la famille* constituaient un authentique travail d'équipe motivé par un projet théorique commun, ce fut moins le cas des études réalisées au cours des années quarante. Les *Etudes sur les préjugés*, et notamment la recherche *Sur la personnalité autoritaire* qui fut effectuée sous la direction d'Adorno [1982], associèrent en effet de nombreux chercheurs étrangers à son programme théorique. Le progrès dans la maîtrise des méthodes empiriques, facilité par le contact avec les sciences sociales quantitativistes nord-américaines particulièrement représentées à l'Université de Columbia, s'accompagnait d'une réduction du spectre interdisciplinaire à la psychologie sociale et d'une explicitation moins systématique des hypothèses théoriques de l'entreprise. Or, même si les *Etudes sur l'autorité et la famille* peuvent être considérées comme « l'apogée du travail interdisciplinaire » [Wiggershaus, 1993, p. 149] de l'Ecole de Francfort, le degré d'intégration des différentes recherches y restait en définitive assez faible, car le propos théorique du premier volume semblait se développer séparément et tenir relativement peu compte des apports que les enquêtes proprement historiques, économiques, voire sociologiques, auraient pu lui fournir. Ce point restera toujours un des problèmes majeurs de la Théorie critique, qui limitera son apport aux sciences sociales : si les élaborations philosophiques de ses partisans surent à plusieurs reprises inspirer des recherches originales, particulièrement en psychologie sociale (avec Fromm et Marcuse) ou en sociologie (avec Neumann, Kracauer, Kirchheimer ou Offe), les recherches empiriques eurent peu d'effet en retour sur la problématique philosophique. Faute de cette boucle de rétroaction, les impulsions données aux études empiriques s'épuisèrent à chaque fois assez rapidement, et en tout cas avant d'avoir créé un corpus suffisamment étendu, original et cohérent pour devoir être reconnu comme incontournable par les sciences sociales. De nombreux critiques regrettèrent en conséquence que la Théorie critique se soit comprise d'emblée comme une « grande théorie » prétendant diriger les recherches disciplinaires et qu'elle n'ait pas été capable d'élaborer un concept d'interdisciplinarité suffisamment précis et fondé méthodologiquement [Gangl, 1986, p. 205-223 ; Bons et Schnidler, 1982, p. 31-66].

L'autre critique qui est traditionnellement adressée au programme initial de l'Ecole de Francfort porte sur ses présupposés philosophiques et plus particulièrement sur le

fait que l'opération critique paraît reposer entièrement sur une philosophie de l'histoire pour le moins contestable. La critique de la société actuelle semble avoir pour fondement ultime l'idée que l'histoire peut être interprétée comme le progrès d'une raison aspirant à se réaliser sous la forme du socialisme, et la réalité de cette dynamique historique est identifiée sans plus de justification au fait qu'une classe sociale particulière, ayant vocation à renverser l'ordre social existant, incarne l'intérêt de l'humanité à l'émancipation.

La fécondité de la tradition qui prend sa source dans ce programme des années trente se mesure cependant au fait qu'elle fut capable de réagir aussi bien face à l'évolution du contexte historique que face à ces critiques théoriques⁵. La première grande inflexion du programme initial prit sa source dans une critique de la raison qui constitua l'essentiel des efforts philosophiques d'Horkheimer et d'Adorno dans les années quarante, dans *La dialectique de la raison* (1947), *L'Eclipse de la raison* (1947) et *Minima moralia* (1951) [Adorno, Horkheimer, 1974 ; Horkheimer, 1974; Adorno, 1980]. Conçue au plus fort des convulsions de la seconde guerre mondiale, cette réorientation théorique sera approfondie dans les années de reconstruction et dans celles qui virent se développer un nouveau type de capitalisme en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Par la suite, les premières interventions théoriques majeures d'Habermas furent consacrées à des problèmes de méthodologie des sciences sociales et le conduisirent progressivement à développer dans la *Théorie de l'agir communicationnel* un programme de recherche articulant philosophie normative et sciences sociales [Habermas, 1987]. Parallèlement, Habermas et Honneth considéreront que le projet initial de la Théorie critique repose sur une philosophie de l'histoire fragile et sur un concept de raison mal fondé et viseront à élaborer un fondement alternatif pour pallier au déficit normatif de cette critique de la société, dans la cadre de sociétés capitalistes et de démocraties représentatives stabilisées [Habermas, 1987 ; Honneth, 1999, p. 25-72].

⁵ Voir Honneth [1985].

Les principales reformulations

Si Horkheimer fut le penseur principal des années d'avant-guerre, Adorno fut la figure dominante de l'École de Francfort dans les années cinquante et soixante. La *Dialektik der Aufklärung*, qu'il faudrait traduire par *Dialectique des Lumières* plutôt que par *Dialectique de la raison*, parut en 1944 et fut rédigée en commun. Elle peut être considérée comme un passage de témoin. C'est sur elle que se concentrent une bonne part des controverses relatives à la continuité de l'École de Francfort⁶.

L'ouvrage propose une critique de l'interprétation rationaliste de l'histoire comme progrès qui, par ses intentions, n'est pas très éloignée de celle que développait Benjamin⁷ dans son dernier manuscrit, les *Thèses sur la philosophie de l'histoire* [Benjamin, 2000]. Ce que les deux auteurs entendent principalement par Lumières, c'est le projet d'une libération par la pensée et, plus précisément, le projet visant à s'affranchir par la raison de la domination exercée par la nature extérieure et intérieure. Dans le cours de l'évolution historique, loin de produire une véritable émancipation, ce projet conduit à une domination de la nature extérieure et intérieure par la raison elle-même, domination toujours plus contraignante et qui s'avère pire encore que celle de la nature dont il s'agissait de s'affranchir. L'époque de barbarie contemporaine, qui représente l'aboutissement d'un processus dont le totalitarisme nazi n'est que la forme extrême, signe « l'autodestruction de la raison ». Comme l'explique l'introduction de l'ouvrage, le concept de raison ne fait cependant pas l'objet d'une évaluation strictement négative. En tant qu'elle est originellement dirigée contre la domination, la raison exprime un idéal qui reste valable mais qui ne peut être maintenu qu'au prix d'une autocritique : « Nous n'avons pas le moindre doute – et c'est là notre pétition de principe –, que dans la société, la liberté est inséparable du penser éclairé. Mais nous croyons avoir tout aussi nettement reconnu que la notion même de ce penser, non moins que les formes historiques concrètes, les institutions de la société dans lesquelles il est imbriqué, contiennent déjà le germe de cette régression qui se vérifie partout de nos jours. Si la raison n'entreprend pas un travail de réflexion

⁶ Voir Raulet [1986, p. 249-276], M. Abensour et G. Muhlmann [2002].

⁷ Sur Benjamin, voir M. Löwy [2001], Raulet [1997] et *Europe* [1996].

sur ce moment de régression, elle scellera son propre destin » [Adorno et Horkheimer, 1974, p. 15]⁸.

En se situant résolument sur le terrain d'une philosophie de l'histoire motivée par la critique de la raison, les deux auteurs abandonnent bel et bien le programme initial qui s'appuyait comme nous l'avons vu sur une philosophie sociale de l'émancipation censée organiser des recherches empiriques interdisciplinaires et être nourrie par elles. Après le retour de l'Institut à Francfort au début des années cinquante, les efforts visant à prolonger la philosophie critique par des travaux critiques relevant des sciences sociales ne sont pas abandonnés, et l'on peut même considérer que l'Institut de Recherches Sociales joue un rôle décisif dans l'institutionnalisation des sciences sociales empiriques dans l'Allemagne fédérale d'après guerre [Demirovic, 1999 ; Albrecht *et al.*, 2000]. Cependant, le lien entre l'élaboration philosophique et les nombreux travaux de sociologie empirique est assez lâche et assez étranger à la pratique des autres sciences sociales comme sciences spécialisées. Il ne s'agit plus de ce qui était initialement visé : « un développement dans lequel sont toujours dialectiquement imbriqués la théorie philosophique et la pratique scientifique spécialisée » [Horkheimer, 1978, p. 75].

La stabilisation des démocraties occidentales, dans un contexte de guerre froide, de mise en place de l'Etat providence et d'échec apparemment définitif de la perspective d'une révolution prolétarienne, n'incite pas Adorno à réviser la problématique élaborée dans les années quarante. Il la radicalise au contraire et, sous son impulsion, l'Ecole de Francfort va penser la Théorie critique suivant un autre modèle. La critique de la raison prendra ultérieurement la forme d'une *Dialectique négative* (1966) qui part du principe que « la dialectique est la conscience rigoureuse de la non-identité » [Adorno, 1978, p. 13]. Mais dès *Minima moralia* (1951), il n'est plus question de formuler une philosophie sociale globale susceptible d'intégrer les différentes sciences sociales. La critique de la totalité sociale n'est plus conduite que sous la forme de la critique d'objets particuliers – démarche qui n'a rien de contradictoire si l'on admet comme Adorno que « la contemplation d'une cellule vaut celle de tout l'univers »

⁸ Pour une présentation de l'ouvrage, voir Wiggershaus [1993, p. 289-369]. Sur la réception de cet ouvrage et l'actualité de la démarche qu'il met en oeuvre, voir l'article de Honneth dans ce volume.

[Adorno, 1984, p. 235]. Ces objets particuliers relèvent de genres divers, même si la part la plus marquante de l'activité théorique d'Adorno porte sur la musique et la littérature⁹. D'une certaine manière, c'est même dans les années cinquante qu'il devient véritablement sociologue, tout à la fois en dirigeant des enquêtes sociologiques et en cherchant théoriquement à définir la manière dont la recherche empirique peut préserver l'ambition critique en mettant à jour l'aliénation fondamentale qui gouverne les différents aspects de la vie sociale et culturelle. La prise de distance avec le programme initial reste néanmoins considérable, à la fois par la restriction des ambitions interdisciplinaires et par la rétroaction assez faible des études empiriques sur l'élaboration philosophique. De fait, ce sont surtout les écrits liés à la critique de la culture qui deviennent une référence incontournable y compris pour ceux qui en contestent la pertinence. Dans les autres domaines, l'Institut de Recherche Sociale ne produit aucune œuvre interdisciplinaire de l'ampleur des *Etudes sur l'autorité et la famille* ou *Sur la personnalité autoritaire*. Les travaux sociologiques les plus notables, comme ceux de Kirchheimer et de Neumann, s'effectuent de façon très largement indépendante [Kirchheimer, 1969 ; Neumann, 1957].

La querelle qui oppose Adorno et Popper au début des années soixante donne l'occasion au premier de tenter de justifier le type de sociologie critique indissociablement sociologique et philosophique qu'il pratique alors. Contre Popper qui entend soumettre les sciences sociales à un modèle méthodologique analogue à celui des sciences de la nature, Adorno se réclame de l'opposition de la « théorie traditionnelle » et de la « théorie critique » pour défendre les droits d'une méthodologie spécifique compatible avec l'idée de sociologie critique. Les pièces de ce débat, où les deux auteurs se voyaient secondés par leurs partisans respectifs, furent publiés en 1969 [Adorno, Popper *et al.*, 1979]. Dans la mesure où c'est Habermas¹⁰ qui y défend le plus efficacement Adorno, l'ouvrage peut être considéré comme un

⁹ Voir à ce propos les développements consacrés aux théories sociales de l'École de Francfort de l'époque chez I. Spurk [2002].

¹⁰ Pour une étude d'ensemble du rapport de Habermas aux sciences sociales, voir S. Haber [1998]. Pour une présentation générale de Habermas, voir J.-M. Ferry [1987], Y. Sintomer [1999], Y. Cusset [2001] et S. Haber [2001].

nouveau passage de témoin. Dans ses répliques à Popper, Habermas maintient lui aussi la définition horkheimienne de la théorie critique : il revendique un point de vue holiste rapportant les phénomènes sociaux à la totalité sociale, souligne la nécessité pour le sociologue d'assumer consciemment les modalités de l'insertion sociale de son travail théorique, et tente enfin de préciser méthodologiquement le lien que la sociologie entretient avec l'intérêt pour l'émancipation. C'est certainement ce dernier point, qu'il développera à la fin des années soixante dans *La technique et la science comme idéologie* et dans *Connaissance et intérêt* [Habermas, 1973, 1976], qui constitue l'élément le décisif de son intervention. A l'idée d'une objectivité et d'une autonomie de la connaissance scientifique, Habermas oppose que l'activité théorique est toujours liée aux intérêts qui gouvernent l'activité pratique et élabore une typologie des sciences à partir de la distinction de différents types d'intérêt. Les sciences de la nature seraient fondées sur l'intérêt technique dirigé vers la domination de la nature ; les sciences historiques ainsi que l'ethnologie sur l'intérêt pratique dirigé vers l'entente et la compréhension d'autrui que présuppose l'agir social ; les sciences sociales critiques, mais aussi la psychanalyse et la philosophie, sur l'intérêt à l'émancipation, au sens d'un intérêt dirigé vers la libération des différentes formes de domination. En rapportant ainsi la théorisation scientifique aux contextes pratiques qui la rendent possible, Habermas conteste l'importation de méthodes naturalistes dans le domaine propre aux sciences humaines et entend justifier l'existence d'une méthode critique distinguant certaines disciplines au sein du vaste ensemble des sciences humaines. L'existence humaine, sous-tendue par des intérêts techniques et pratiques, est aussi mue par l'intérêt à l'émancipation que présuppose la théorie critique ; celle-ci se voit ainsi fondée dans son principe. Habermas ne se contente pas de distinguer trois types d'intérêts, il analyse également ce qui relie les deux derniers. L'action sociale présuppose une interaction communicationnelle qui est porteuse de l'idéal d'une communication sans entrave ; celle-ci étant incompatible avec toutes les formes de domination, l'intérêt pratique et l'intérêt émancipatoire forment les deux revers d'une même médaille. Les sciences sociales sont travaillées de l'intérieur par ce couple, et le projet de la philosophie sociale est précisément d'explicitier et d'analyser l'ensemble de cette constellation.

La problématique ainsi esquissée par Habermas trouvera des échos non négligeables dans le mouvement étudiant allemand des années soixante et soixante-dix, au moment même où l'œuvre de Marcuse, qui s'inscrit plus classiquement dans la continuité des recherches de psychologie sociale de la première Théorie critique, influence des centaines de milliers de personnes aux USA et dans le monde. *La technique et la science comme idéologie* ou *L'homme unidimensionnel* (1964) [Marcuse, 1968] se vendent à des dizaines, voire à des centaines de milliers d'exemplaires. Pour la première fois dans son histoire, l'École de Francfort semble pouvoir s'articuler avec des mouvements sociaux de grande ampleur et coupler ainsi critique théorique et critique pratique, conformément à son objectif initial. Cela ne va pas sans heurt, et de sérieux accrochages mettent Adorno et Habermas aux prises avec les franges les plus radicales du mouvement étudiant allemand, qui les contestent à la fois pour leur attitude mandarinale et parce que l'un et l'autre acceptent le cadre constitutionnel des démocraties occidentales¹¹. Leur pensée se diffuse néanmoins sur une large échelle et toute une nouvelle génération d'étudiants et de jeunes chercheurs en font leur point de référence.

C'est dans ce contexte que Jürgen Habermas développe de nouvelles recherches, dont la synthèse paraîtra en 1981 dans la *Théorie de l'agir communicationnel*. Appuyant ses analyses sur une discussion serrée de Durkheim, Marx, Mead, Parsons et Weber, Habermas s'efforce de combler le déficit normatif de la première Théorie critique sur le terrain même où Horkheimer et Adorno avaient abandonné le problème : la théorie de l'histoire comme processus de rationalisation. La philosophie de l'histoire ébauchée par la *Dialectique de la raison* avait conduit Adorno à l'idée que le monde social actuel est totalement intégré à un système de domination rationalisé, aussi efficace que contraignant. Pour Habermas, cette analyse reste unilatérale et n'est guère à même de diagnostiquer les tensions du temps présent. Il faut pour en prendre la mesure élaborer un concept de raison plus large que celui d'Adorno, en se tournant vers la rationalité communicationnelle inhérente à la socialisation langagière et non

¹¹ La critique radicale de la raison entreprise par Adorno ne l'empêche pas d'adopter des positions politiques de plus en plus modérées. Horkheimer, quant à lui, flirte à la fin de sa vie avec des positions franchement conservatrices.

plus vers la seule rationalité instrumentale liée au travail et à la domination de la nature. Habermas soutient que, dans le monde moderne, la coordination des actions n'est possible que par des accords effectifs impliquant des actes langagiers qui présupposent l'idéal d'un accord respectant les intérêts de chacun des partenaires et, potentiellement, de tous les individus. Cette coordination peut être dite rationnelle parce que l'échange discursif permet de sélectionner les meilleurs arguments, et parce que le concept de raison lui-même doit être interprété dans un sens pragmatique (il renvoie alors à l'accord universel de toutes les personnes concernées). Cependant, si l'histoire moderne est marquée par le déploiement du potentiel de rationalité inhérent au langage, cette rationalisation culturelle s'appuie sur un médium fragile. L'agir communicationnel, qui remplit les fonctions autrefois assumées par les traditions, est en particulier peu adapté à la coordination des actions liées à la reproduction matérielle de la société. C'est pourquoi les sociétés modernes ont recours aux médiums de l'argent et du pouvoir. Ceux-ci permettent aux systèmes sociaux de l'économie marchande et de l'Etat bureaucratique de s'autonomiser par rapport au monde vécu des participants à la communication. Or, la dynamique expansive des systèmes en vient à « coloniser le monde vécu » et à distordre systématiquement ses mécanismes, provoquant des pathologies sociales, des perturbations des identités personnelles et des crises de légitimation. La structure de rationalité formelle qui soutient les processus historiques d'apprentissage et le rapprochement asymptotique des normes en vigueur vers des normes universelles de justice et de démocratie en est menacée. La difficulté d'institutionnaliser l'agir communicationnel aboutit donc à une tension insurmontable entre la démocratie communicationnelle et les organisations systémiques du marché et du pouvoir – insurmontable parce que la perspective d'une résorption des systèmes dans le monde vécu n'est ni réaliste, ni souhaitable, et qu'une réconciliation entre ces deux logiques antagoniques n'est pas plus pensable. La fonction critique de la *Théorie de l'agir communicationnel* est précisément l'analyse empirique et l'évaluation normative de tels conflits. Mais démontrer l'effectivité empirique des normes communicationnelles implique de préciser la manière dont les présuppositions communicationnelles de la vie sociale peuvent rétroagir sur elle. C'est le problème sur

lequel vient buter le programme de recherche lié à la théorie de l'agir communicationnelle.

Une première voie s'offrait, qui consistait à analyser, grâce à des recherches empiriques interdisciplinaires, la nature et les configurations concrètes des différents types (systémiques et communicationnels) de coordination de l'action et à étudier les dynamiques générées par leur articulation et leurs conflits, en confrontant cette approche avec les travaux les plus avancés dans chacune des disciplines concernées. Dans la seconde moitié des années soixante-dix, jamais le contexte scientifique n'avait semblé si favorable à une telle perspective. L'intérêt croissant que suscitaient les études critiques avait bouleversé complètement l'agenda des sciences sociales, et cette situation permettait de relancer un programme de recherche ayant autant d'ambition que celui des années trente. C'est ce à quoi s'attela Habermas en prenant la tête d'un nouveau Centre, l'Institut Max Planck de Starnberg. De nombreux sociologues et psychologues et, dans une moindre mesure, des historiens, des juristes et des économistes furent impliqués dans ses travaux. Lorsque sortit la *Théorie de l'agir communicationnelle*, la sociologie allemande était très largement polarisée entre les perspectives issues de la Théorie critique et celles défendues par les théoriciens systémistes proche de Niklas Luhmann, et des chercheurs proches d'Habermas commençaient à marquer fortement la scène [Eder, 1989 ; Offe, 1970, 1984, 1997]. C'est cependant à peu près à ce moment que Jürgen Habermas jeta l'éponge et revint enseigner à Francfort, sans pour autant s'occuper directement d'un Institut de Recherche Sociale plongé dans un état végétatif. Abandonnant explicitement le projet d'un véritable travail interdisciplinaire, Habermas délaissa aussi la perspective d'une coopération entre philosophie et sciences sociales au profit d'une intégration de celles-ci dans celle-là [Haber, 1998]. Une fois de plus, le programme initial de la Théorie critique semblait avorter.

Avec *Droit et démocratie* (1992), dans le contexte politique plus apaisé de la RFA de la fin des années quatre-vingt et de l'Allemagne réunifiée des années quatre-vingt-dix, c'est en effet une tout autre voie que propose Habermas. Il conçoit désormais l'Etat de droit démocratique comme le vecteur privilégié d'une institutionnalisation de la raison communicationnelle dans l'effectivité sociale. Dans cette perspective, le droit

et les procédures juridiques jouent un rôle crucial pour convertir la rationalité discursive venue de l'espace public en une force matérielle à même de dompter les forces systémiques et de contrôler leurs effets pathologiques. Plus précisément, en radicalisant la démarche contrefactuelle qui était la sienne dès les décennies précédentes, Habermas vise à reconstruire la norme de l'Etat de droit démocratique, mais il ajoute que le rapport entre cette norme et l'effectivité sociale doit être compris dans le cadre de la dialectique interne qui s'établit plus généralement entre la factualité d'une assertion, d'une norme ou d'un dispositif social et sa validité. Toute communication implique nécessairement des présupposés inconditionnés de prétention universelle à la validité. En même temps, toute communication est toujours située, marquée par des limites culturelles, des contraintes temporelles ou informationnelles, des différences matérielles et symboliques. Toute communication est donc à la fois intramondaine et transcendante. En découle une tension interne, une dynamique qui pousse vers l'accord universel ; si celui-ci ne peut être atteint de façon absolue – il faudrait pour cela sortir de ce monde –, il est cependant constamment visé. Cette tension interne se retrouve, à travers de multiples médiations, dans l'argumentation scientifique ou dans les communications quotidiennes, dans les discussions philosophiques sur la justice ou dans les principes des droits de l'homme ou de la démocratie. Cette tension interne ne doit pas être confondue avec une contradiction externe qui opposerait une domination contingente aux exigences de légitimation qui se font jour en permanence dans les sociétés modernes. Et c'est sur cette tension interne que porte la théorie de la discussion : en éclairant les fondements rationnels de la validité des principes moraux et institutionnels des sociétés démocratiques, elle vise à en donner l'idéal régulateur. Ce qui reste à mesurer au-delà de la théorie normative, c'est seulement l'ampleur résiduelle de l'écart entre factualité et validité dans les contextes concrets, et cette tâche peut être laissée aux investigations empiriques sans que celles-ci ne risquent de menacer la fondation normative. Il est clair que, quelle que soit par ailleurs la richesse des analyses habermassiennes, cette problématique tend à sortir de la constellation de la Théorie critique, à la fois parce qu'elle délaisse la thématique de la domination et parce qu'elle tend à renoncer à cet idéal de coopération entre philosophie et sciences sociales qui en faisait l'originalité.

Axel Honneth fut tout d'abord l'un des disciples de Jürgen Habermas. L'objection qu'il adresse à la démarche de celui-ci part d'une confrontation (comparable à celle développée par Wellmer [1986]) avec la *Théorie de l'agir communicationnel* et procède d'une réaffirmation de la fonction critique de la théorie (« Postface » de la seconde édition de *Kritik der Macht*) [A. Honneth, 1988]. Pour Axel Honneth, la théorie de Jürgen Habermas relève de la théorie critique dans la mesure où le concept d'agir communicationnel identifie au sein de l'ordre social des exigences normatives qui le dépassent. Cependant, elle s'avère insuffisante car sa théorie de la rationalisation rend peu compte de la contribution active des luttes sociales à la reproduction et à l'évolution sociale. Dans l'ouvrage intitulé *La lutte pour la reconnaissance. Grammaire morale des conflits sociaux* (1991) [2000], Honneth reprend à son compte la thèse suivant laquelle les formes de l'irrationalité sociale doivent être interprétées comme des formes de non respect des présuppositions communicationnelles de la vie sociale. Mais selon lui, la perspective qui réduit l'élément communicationnel à l'élément langagier est trop restreinte. En effet, la socialisation et l'interaction ne supposent pas seulement l'accord formulé, elles supposent également un besoin de reconnaissance qui est la forme la première de la constitution intersubjective de l'individualité. Dans la mesure où l'individuation est un résultat de la socialisation, l'individualité est intersubjectivement constituée et il en résulte qu'elle est intersubjectivement vulnérable : elle dépend de la reconnaissance d'autrui. Seul un tel élargissement du paradigme communicationnel est susceptible de fournir la « grammaire morale des conflits sociaux » qui est requise par la Théorie critique. En effet, les motivations effectives des mouvements sociaux relèvent de différentes formes du sentiment d'injustice qui doivent elles-mêmes être interprétées comme l'expérience subjective du déni de reconnaissance : elles s'expliquent par différentes formes de mépris social, ou de déni de reconnaissance socialement instituée. L'objectif est ainsi de construire une description théorique des différentes formes de l'injustice sociale qui, tout en aboutissant à une critique sociale plus déterminée que celle d'Habermas, entretienne un rapport plus étroit avec les luttes sociales dont dépend pour une part au moins la rationalisation de la société [Honneth, 1996, 2000 ; Fischbach, 1998 ; Renault, 2000].

Sur cette base, Axel Honneth, qui avait au milieu des années quatre-vingt-dix hérité de la chaire de philosophie de Jürgen Habermas à l'Université de Francfort, prend quelques années plus tard la direction du vieil Institut de Recherche Sociale et entend lui donner une nouvelle impulsion en le tournant vers des recherches interdisciplinaires orientées par la philosophie sociale de la reconnaissance. Ce programme se présente explicitement comme une tentative visant à renouer plus étroitement avec les intuitions des fondateurs de la Théorie critique. Du premier Horkheimer, on retrouve l'idée que la Théorie critique doit prendre la forme d'une philosophie sociale susceptible de s'appliquer directement aux formes de l'irrationalité contemporaine, et l'idée qu'elle ne peut assumer sa fonction critique qu'en établissant un lien étroit avec ceux qui sont intéressés à l'émancipation parce qu'ils sont victimes de l'ordre social [Honneth, 1996, p. 215-238]. D'Adorno, on retrouve le souci de penser le monde à partir d'expériences négatives (en l'occurrence, l'expérience du déni de reconnaissance) ainsi que la sensibilité aux pathologies sociales qui peuvent coexister dans nos démocraties modernes avec le respect du droit et des principes de justice¹². Il est cependant difficile d'interpréter le statut de ce retour distancié aux sources (d'autant qu'Axel Honneth intervient beaucoup moins dans l'espace public que ne le fait Habermas). Doit-on considérer qu'il témoigne du lien que la génération actuelle de l'Ecole de Francfort continue d'entretenir avec le programme initial ? Cette question pose un double problème. Elle dépend tout d'abord de l'évaluation de la *Théorie de l'agir communicationnel* : Habermas prétend qu'elle résout certaines apories de la Théorie critique, mais les solutions qu'elle propose s'inscrivent-elles encore dans la tradition de la Théorie critique, ou dépendent-elles d'un paradigme tout à la fois éloigné et autosuffisant¹³ ? Elle dépend en outre de l'interprétation du rapport entre l'éthique de la reconnaissance et l'éthique de la discussion : le concept de reconnaissance permet-il l'élaboration d'un nouveau paradigme pour la Théorie

¹² Voir le texte de Honneth traduit dans ce volume.

¹³ Pour la première thèse, voir A. Münster [1998], Cusset [2001], Haber [2001], Cusset et Haber [2002]. Pour la seconde thèse, J.-M. Ferry [1987] et R. Rochlitz [2002].

critique, ou constitue-t-il au contraire un complément du paradigme communicationnel habermassien¹⁴ ?

Quelles perspectives ?

Comme le montre ce rapide survol, il est possible de défendre l'hypothèse que des années trente jusqu'à nos jours, de nombreux auteurs ont entretenu des rapports assez étroits avec l'attitude théorique fondamentale de la Théorie critique pour que leurs œuvres puissent en être considérées comme des prolongements. Même s'il tend depuis une quinzaine d'années à s'éloigner de plus en plus de cette constellation, Habermas a bien dans l'essentiel de son oeuvre été travaillé par des intentions similaires à celles qui animaient le programme originel de l'Institut de Recherche Social. Il a prétendu renouer avec le projet initial des années trente en réglant les problèmes sur lesquels il avait échoué (philosophie de l'histoire peu convaincante, déficit normatif et absence de fondation méthodologique de l'interdisciplinarité). Honneth prétend quant à lui retrouver chez le premier Horkheimer et chez Adorno de quoi corriger certaines des insuffisances de Habermas. Leur attitude à l'égard de leurs prédécesseurs est certes différente puisque Habermas se contente de répondre à distance (du point de vue de l'éthique de la discussion, fondée indépendamment de la Théorie critique par Apel) aux problèmes posés par la tradition de pensée francfortoise, alors que Honneth y recherche des modèles susceptibles de résoudre les problèmes de l'éthique de la discussion et des autres théories sociales. Intenter à l'un ou à l'autre des procès en pureté en prétendant qu'ils s'écartent des inspirations initiales d'Horkheimer est sans doute possible, mais n'est-ce pas oublier que ces derniers prirent eux-mêmes de grandes libertés avec leur programme initial dès qu'ils estimèrent que la réalisation de ses objectifs principaux était incompatible avec le respect de sa lettre ? N'est-ce pas oublier en outre que l'évolution de la Théorie critique ne fut pas commandée seulement par un programme de recherche autonome, mais aussi par la confrontation

¹⁴ Pour une illustration des deux termes de cette alternative, voir respectivement, Renault [2003] et Cusset [1999, p. 123-135].

polémique avec des paradigmes adverses ou alternatifs et par les mutations historiques considérables qui ont marqué ses sept ou huit décennies d'existence ? Plus intéressante que ces reproches trop souvent entendus est sans doute l'analyse des enjeux théoriques et politiques des stratégies que l'un et l'autre emploient dans leur références aux étapes antérieures de la Théorie critique (comme le montre ici Gérard Raulet), et l'effort visant à déterminer ce qui est encore actuel dans les étapes précédentes du développement de la Théorie critique (comme s'y emploient ici Axel Honneth, Seyla Benhabib et Jürgen Habermas) (**Première partie**).

Au bout du compte, c'est dans la capacité à fournir des outils conceptuels et des analyses empiriques éclairant le présent que se juge la fécondité d'une tradition de pensée ; la Théorie critique ne fait pas exception à la règle. Horkheimer avançait que « la pensée précisément la plus actuelle, celle qui saisit le plus profondément la situation historique présente [...] est en même temps la plus riche d'avenir » [Horkheimer, 1974, p. 47]. L'objectif principal des contributions réunies dans ce volume est précisément d'évaluer la capacité des auteurs se réclamant de l'École de Francfort à rendre compte des problèmes politiques et sociaux de l'époque et à définir un point de vue qui articule leur analyse, leur critique et des perspectives politiques de dépassement. La théorie habermassienne de la démocratie parvient-elle à rendre compte de la diversité sociale que recouvre l'espace public et peut-elle définir une perspective critique sur les processus d'exclusion des femmes, de la classe ouvrière ou des minorités culturelles, qui semblent constitutives de l'espace public bourgeois (Nancy Fraser) ? Réussit-elle à offrir un argumentaire convaincant sur la question clé du compromis (Estelle Ferrarese) ? La théorie habermassienne du droit parvient-elle mieux que celle de Luhmann à dépasser les limites de l'opposition traditionnelle du jusnaturalisme et du positivisme juridique (Jean-François Kervégan) (**Deuxième partie**) ? La théorie de la reconnaissance développée par Honneth peut-elle parvenir à intégrer une théorie sociale cohérente dans l'espace théorique de la philosophie pratique (Franck Fischbach) ? Parvient-elle réellement à accueillir dans son dispositif théorique la conflictualité qui traverse les mouvements sociaux et l'asymétrie des expériences de l'injustice, alors qu'elle prétend contre Habermas articuler étroitement la théorie au point de vue des victimes de l'injustice (Yves Cusset) ? Peut-elle rendre

compte de toute la violence qui caractérise les phénomènes d'exclusion sociale et politique (Jean-Philippe Deranty) (**Troisième partie**) ? Plus généralement, la théorie critique constitue-t-elle aujourd'hui encore une tradition capable de répondre aux défis que constituent les problèmes écologiques mettant la planète en péril (Jean-Yves Goffi et Stéphane Haber), ou aux questions posées par la crise des identités sociales et culturelles (Emmanuel Renault) ? Une théorie critique de l'art est-elle encore possible en esthétique à l'heure où les débats actuels en esthétique partent souvent du principe que l'art doit renoncer à sa portée critique (Jean-Marc Lachaud) (**Quatrième partie**) ?

Ces contributions mettent en évidence une fécondité difficilement contestable des recherches inscrites dans l'orbite de la théorie critique, dans certains champs déterminés et grâce à certains concepts importants. Au-delà de la théorie esthétique [Rochlitz, 1992], cela est particulièrement manifeste en philosophie politique. Au lieu de réduire son objet à la seule théorie de la justice, une philosophie politique critique peut en effet poursuivre l'objectif d'une synthèse ou d'une articulation raisonnée entre théorie sociale, théorie normative et critique de la politique – ou, en d'autres termes, entre théorie de la justice et théorie de l'injustice, que ce soit en travaillant à partir d'Axel Honneth ou à partir de Jürgen Habermas [Renault, 2000, 2000b, 2002 ; Sintomer, 1999]. D'autres tentatives entendent faire converger l'intérêt pour la tradition de l'humanisme civique avec la critique francfortoise de la domination [Abensour, 2002, p. 259-278 ; Lazzeri, 2000 ; Raulet, 1998]. D'autres encore, qui se rattachent à des étapes antérieures de l'évolution de la Théorie critique, partent de Walter Benjamin ou du dernier Horkheimer pour tenter de trouver les éléments d'une pensée radicale de l'utopie ou d'une politique du messianisme en ce qu'il a d'irréductible à l'utopie [Bensaid, 1990 ; Abensour, 2000 ; Derrida, 2001], ou s'appuient sur Adorno pour repenser conjointement le travail et la politique [Vincent, 1987].

L'impact potentiel des travaux revendiquant une filiation avec l'École de Francfort est plus partiel dans les sciences sociales. Sans doute en partie parce qu'elles sont le plus souvent venues de philosophes prétendant unifier les recherches depuis leur propre perspective, les réflexions méthodologiques générales marquées par la théorie critique n'ont aujourd'hui qu'un écho limité, même si elles sont susceptibles d'entrer

en résonance avec les critiques du positivisme et de l'utilitarisme [Vandenberghe, 1998]. A l'heure actuelle, il n'est plus guère de discipline qui soit polarisée par les travaux « francfortois », même à l'échelle d'un seul pays. Par contre, certains filons conceptuels continuent de susciter un intérêt majeur. Il en est ainsi du travail de Jürgen Habermas sur l'espace public, qui a suscité des recherches sociologiques et historiques nombreuses [Baker, 1993 ; Calhoun, 1992 ; Farge, 1992 ; Landes, 1988 ; Neveu et François, 1999 ; Bacqué et Sintomer, 1999 ; Blondiaux et Sintomer, 2002]. Dans une moindre mesure, il en va de même pour son concept d'agir communicationnel, qui a contribué à stimuler des travaux dans les sciences économiques [Favereau, 1995, p. 103-130] et plus encore en sociologie [Joas, 1999 ; Boltanski et Thévenot, 1991 ; Offe, 1984, 1997]. La théorie de la reconnaissance proposée par Honneth a quant à elle trouvé des échos en psychologie et en sociologie du travail, dans la sociologie des violences urbaines et, plus largement, dans le champ de la psychologie sociale où elle semble susceptible d'entrer en écho avec les réflexions actuelles sur le statut de la souffrance psychique et de la souffrance sociale [Holtgrewe, Voswinkel et Wagner, 2000 ; Voirol, 2001, Le Blanc, 2001 ; Lagrange, 2001 ; Guienne, 2001 ; Dubet, 2000 ; Renault, 2002 ; Warsitz, 2000, p. 129-156].

Il faut cependant reconnaître que ces lignes de travail, toutes fécondes qu'elles soient, sont loin de représenter la concrétisation de ce que le programme de recherche initial de la Théorie critique appelait de ses vœux : la constitution d'une philosophie sociale permettant le développement d'un ensemble de recherches interdisciplinaires étroitement coordonnées entre elles et impliquant un va-et-vient réel entre sciences empiriques concrètes et théorie générale. Est-ce parce que les efforts récemment déployés par Axel Honneth et des auteurs travaillant dans une problématique similaire n'ont pas encore pu faire sentir leurs effets ? Est-ce au contraire parce que le point de départ de ce programme de recherche était erroné et que l'effort d'unification interdisciplinaire ne saurait réussir qu'en partant des sciences sociales elles-mêmes plutôt que de la philosophie sociale, toute disposée que soit cette dernière à s'ouvrir aux recherches empiriques ? Est-ce plutôt parce que les philosophies de l'histoire proposées successivement par les chercheurs appartenant à la Théorie critique sont moins susceptibles de constituer un socle crédible pour de véritables programmes

interdisciplinaires que d'autres points de départ théoriques ? Est-ce enfin parce que la mise sur pied des recherches interdisciplinaires intégrées ne saurait être confondue avec la volonté de constituer une « grande théorie » englobante - et que la vocation à l'interdisciplinarité et au couplage réflexion théorique/enquêtes empiriques n'est vraiment fructueuse que lorsqu'elle est déclinée dans des programmes de recherche limités ? Il n'est pas dans notre ambition de vouloir ici trancher ces questions. Nous souhaiterions simplement que la lecture de ce recueil convainque les lecteurs que ces questions sont importantes pour le devenir de la recherche et de la critique sociale et que, pour les travailler, une confrontation systématique avec le corpus théorique et empirique de l'Ecole de Francfort est à la fois nécessaire et féconde.